

SYRIE

Bachar al-Assad décidé à gagner la guerre

Le président syrien Bachar al-Assad, intraitable après plus de 17 mois d'un conflit dévastateur, s'est montré résolu à gagner la guerre face à la rébellion même s'il a admis que cela nécessitait encore du temps, dans des déclarations diffusées hier mercredi.

Alors que la Syrie est ravagée par les violences qui ont fait des dizaines de milliers de morts, poussé à la fuite des centaines de milliers de personnes et détruit une partie des infrastructures, M. Assad a clairement montré qu'il n'était pas prêt à céder, malgré les nombreux appels à quitter le pouvoir.

«Je peux résumer (la situation) en une phrase : nous progressons, la situation sur le terrain est meilleure mais nous n'avons pas encore gagné, cela nécessite encore du temps», a-t-il dit, selon des extraits d'une interview à la chaîne privée pro-régime Ad-Dounia qui devait la diffuser in extenso en soirée. Le président, qui se targue du soutien de la majorité de la population pour en finir avec les rebelles, a reconnu que son régime avait commis de «nombreuses erreurs» mais que malgré cela, il existait «un lien solide» entre le pouvoir et le peuple. A la veille d'une réunion ministérielle du Conseil de sécurité de l'ONU aujourd'hui jeudi à New York sur l'aide humanitaire aux réfugiés syriens, il a jugé «irréaliste» le projet d'une zone-tampon en Syrie évoqué par l'Occident et la Turquie. Le régime Assad compte, comme depuis le début du conflit en mars 2011, sur l'appui des alliés russe et chinois

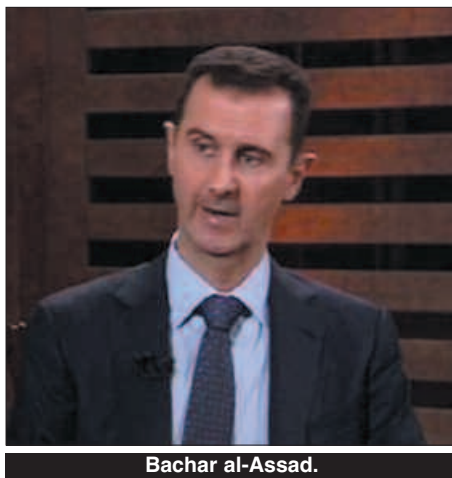
pour bloquer toute résolution qui lui nuit au Conseil de sécurité. Débordée par l'exode des Syriens, la Turquie a multiplié les appels à la création de ces zones tampons près de sa frontière, disant espérer que le Conseil de sécurité «agirait» pour héberger les réfugiés «dans des camps» en Syrie.

Le président Assad, lâché par des proches dont le Premier ministre Riad Hijab et des généraux ces derniers mois, a raillé les défections.

Les gens patriotes et les gens bien ne s'enfuient pas, ne quittent pas la patrie. Finalement, cette opération (de défection) est positive, c'est une opération d'auto-nettoyage de l'Etat premièrement et de la nation en général», a-t-il lancé.

Les interventions de M. Assad sont rares depuis le début de la révolte, au départ pacifique puis transformée en rébellion armée face à la répression brutale du régime. Le 26 août, il avait devant un émissaire iranien déjà promis de vaincre la rébellion à «n'importe quel prix».

L'Iran, principal allié du régime Assad dans la région, accueille jeudi et vendredi un sommet des non-alignés auquel participeront le Premier ministre et le chef de la diplomatie syriens. Alors que le régime n'a



Bachar al-Assad.

Photos : DR

jamais reconnu l'ampleur de la contestation et accuse l'opposition et les rebelles d'être des «gangs terroristes à la solde de l'étranger», ses forces ne cessent de bombarder et lancer des assauts pour déloger les rebelles retranchés dans de nombreuses villes dont Damas. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), les violences se poursuivent notamment dans Damas et sa banlieue est, à Alep (nord) et à Idleb (nord-ouest), mais les insurgés opposent une forte résistance à l'armée.

Au moins neuf personnes, dont sept civils, ont péri dans les violences à travers le pays, selon un bilan provisoire de l'ONG.

Les rebelles ont affirmé avoir lancé une attaque audacieuse avec des chars, géné-

ralement saisis après des défections de militaires, contre l'aéroport militaire de Taftanaz entre Idleb et Alep, y détruisant cinq hélicoptères. Mais la télévision d'Etat a affirmé que les forces armées avaient repoussé l'attaque en faisant des tués parmi les «terroristes».

Selon le quotidien privé proche du pouvoir, *Al-Watan*, l'armée poursuit son Syrie «opération de nettoyage» à Alep où les combats durent depuis plus d'un mois pour le contrôle de cette ville stratégique.

A l'hôpital de la ville, les corps de femmes et d'enfants défigurés, retrouvés dans les décombres d'habitations effondrées, témoignent des violences. Un médecin, Abou Ismaïl, a affirmé à l'AFP que 25 civils étaient tués en moyenne par jour dans la métropole.

Dans une banlieue de Damas, Zamalka, l'agence officielle Sana a rapporté que des «terroristes» avaient tué des femmes et des hommes «sous les yeux des habitants», puis placé leurs corps dans une mosquée, avant de piéger le lieu saint. «Les terroristes vont faire exploser la mosquée et accuser l'armée (...) de commettre un massacre pour provoquer des réactions internationales contre la Syrie à la veille de la réunion» de l'ONU, a-t-elle dit. Dans la capitale, la peur et lassitude s'installent. «Je suis toujours contre le régime mais la poursuite de la guerre, c'est un suicide collectif», a affirmé Mohammad, un entrepreneur sunnite.

IRAK

Cinq condamnés à mort exécutés mercredi

Cinq personnes, dont un Syrien, ont été exécutées hier mercredi en Irak, a rapporté le porte-parole du ministère de la Justice, deux jours après la mise à mort de 21 autres condamnés.

Depuis le début de l'année, au moins 96 personnes ont été exécutées en Irak, malgré l'appel du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Navi Pillay, à un moratoire sur cette pratique, en raison des inquiétudes quant à la transparence des procédures judiciaires.

«Cinq personnes ont été exécutées après avoir été condamnées pour des crimes terroristes», a déclaré Haidar al-Saadi, précisant que figurait



Une vue de Bagdad.

parmi elles un Syrien. M. Saadi avait fait état mardi de l'exécution lundi de 21 personnes, dont trois femmes, pour «activités terroristes». L'ONG Amnesty International s'était également «alarmée» en juin de l'augmen-

tation du nombre d'exécutions en Irak et avait appelé les autorités à commuer les condamnations à mort en peines de prison ou à déclarer un moratoire.

Selon la Constitution irakienne, il revient au Conseil prési-

dentiel, formé du chef de l'Etat Jalal Talabani et des deux vice-présidents Tarek al-Hachémi et Khodeir al-Khouzaï, de ratifier les condamnations à mort, ouvrant ainsi la voie aux exécutions par pendaison.

M. Talabani s'est déclaré depuis longtemps hostile à la peine de mort et Tarek al-Hachémi est réfugié dans la région autonome du Kurdistan, dans le nord du pays, à la suite d'un mandat d'arrêt délivré contre lui.

Il est accusé d'avoir soutenu et financé des actions terroristes menées par ses gardes du corps, ce qu'il dément.

La signature d'un seul membre du Conseil présidentiel est suffisante pour l'exécution des condamnations.

AFGHANISTAN

Le chef des services de renseignement démis de ses fonctions

Le chef de la Direction nationale de la sécurité afghane (NDS), Rahmatullah Nabil, a été démis de ses fonctions dans le cadre d'un vaste remaniement, ont indiqué hier mercredi les services du président afghan, Hamid Karzaï. M. Rahmatullah «a été remplacé, car M. Karzaï a décidé qu'aucun chef du renseignement ne pouvait rester en poste plus de deux ans», a indiqué la Présidence dans un communiqué.

«Le président Karzaï a salué le dévouement au travail de M. Rahmatullah ces deux dernières années et lui a souhaité un franc succès dans ses nouvelles fonctions d'ambassadeur dans un pays étranger», a souligné le communiqué. Des ministres de la Défense Abdul Rahim Wardak et de l'Intérieur Bismillah Mohammadi ont été limogés auparavant en raison de leur incapacité à juguler la resurgente des rebelles talibans et leurs attaques, selon le Parlement afghan, notamment celles menées selon Kaboul à partir du Pakistan voisin.

Selon des médias, M. Mohammadi sera le nouveau ministre de la Défense et son ancien bras droit Mujtaba Patang sera à la tête de l'Intérieur.

TUNISIE

RSF dénonce la «mainmise» du gouvernement sur les médias publics

L'organisation Reporters sans frontières (RSF) a dénoncé hier mercredi dans un communiqué la «mainmise» des autorités tunisiennes sur les médias publics, après une rencontre avec des responsables du gouvernement.

L'ONG a exprimé au secrétaire d'Etat chargé de l'Information, Ridha Kazdaghli, et à des conseillers du Premier ministre Hamadi Jebali, «son mécontentement et son incompréhension face à la poursuite des nominations arbitraires à la tête des médias publics».

«La représentante de l'or-

ganisation à Tunis a vigoureusement dénoncé la mainmise des autorités tunisiennes sur les médias publics et le manque de transparence dans le processus de nomination de ses responsables», poursuit RSF.

Le gouvernement, dominé par les islamistes d'Ennahda,

est vivement critiqué pour avoir nommé, sans consultation des rédactions et des organisations professionnelles, des nouvelles directions à la tête de télévisions, radios et journaux publics depuis le début de l'année.

Les autorités sont ainsi accusées de chercher à contrôler les lignes éditoriales de ces médias.

Le pouvoir affirme, pour sa part, vouloir assainir le secteur des responsables de presse qui travaillaient pour le régime

du président déchu Zine el-Abidine Ben Ali, à l'instar du cas Sami Fehri, patron d'une chaîne de télévision qui doit être placé en détention provisoire dans une affaire de corruption.

Or la société civile note que les déboires judiciaires de ce dernier coïncident avec l'arrêt d'une émission de satire politique sur sa chaîne après des «pressions» du pouvoir, selon M. Fehri et le Syndicat national des journalistes tunisiens.